

politique réformiste. D'autre part, la « coexistence pacifique » va à l'encontre de la réalité de la conjoncture internationale actuelle *qui est celle de la préparation active de la guerre par l'impérialisme coalisé* et constitue par conséquent, reprise par la voix des P.C. une duperie évidente des masses engageant celles-ci dans la pire confusion.

Vouloir transporter la politique de l'Etat soviétique, ses tournants, ses explications, mécaniquement, bureaucratiquement, sans réflexion critique, sur le plan de la politique des Partis communistes, aboutit à empêtrer ces partis dans des contradictions insolubles au détriment de l'efficacité de leur action et de leur influence sur les masses.

La bureaucratie soviétique a besoin d'instruments nationaux dans chaque pays, de sa politique étrangère. Le prolétariat et l'intérêt même, bien compris, de l'U.R.S.S., ont besoin de partis révolutionnaires qui élaborent une politique conséquente en dehors des raisons d'Etat, de n'importe quel Etat, y compris d'un Etat ouvrier.

Pour que les Partis communistes se réinstallent dans une telle fonction, il ne faut pas moins qu'une véritable révolution dans leurs rapports avec le Kremlin. C'est la pression des événements qui se préparent, la poussée du mouvement révolutionnaire des masses qu'ils canalisent dans certains pays, qui sauront, dans certaines conditions exceptionnelles, les obliger à esquisser une autre orientation plus conforme aux réels intérêts des masses qui leur font actuellement confiance.

Après les élections aux Indes

Les résultats des élections qui viennent d'avoir lieu aux Indes pour l'Assemblée nationale et les Assemblées provinciales permettent de mieux éclairer certains aspects du bilan de cinq années d'indépendance des Indes sous le régime du Parti du Congrès.

Malgré la victoire triomphale de celui-ci — avec 45 % des suffrages il a conquis les trois-quarts des sièges à pourvoir dans l'Assemblée nationale (363 sur 489) et la majorité absolue des sièges dans 16 des 22 Assemblées provinciales — il n'en reste pas moins clair après ces élections que les grandes masses du pays sont en train de perdre leurs illusions à l'égard de ce parti.

Ceci se manifeste dans le fort pourcentage de votants beaucoup mieux que dans le pourcentage relativement limité de suffrages recueillis par le Parti du Congrès et dans les défaites subies par ce parti dans le sud. Nulle part, à l'exception de l'Etat de Travancore-Cochin, le pourcentage des votants ne fut supérieur à 65 % et la moyenne nationale fut même encore plus basse. De grandes masses, ayant perdu leurs illusions sur le Congrès et ne voyant pas encore une autre solution, ont préféré s'abstenir.

Dans les endroits où les conditions locales permettaient d'entrevoir une alternative possible au Parti du Congrès, comme à Travancore-Cochin où le P.C. avait déjà une influence de masse, ainsi qu'à Bombay, principale base du P.S., les masses ont effectivement voté respectivement pour ces deux partis contre le Congrès.

Les résultats globaux montrent que, malgré la confortable majorité parlementaire obtenue par le Parti du Congrès, celui-ci a subi des pertes sensibles dans tout le sud et particulièrement dans les Etats de Travancore-Cochin, de Madras et de Hyderabad, où le P.C. a réalisé au contraire de notables progrès.

Les conditions générales aux Indes justifieraient en réalité une apathie et même une hostilité des masses encore plus large envers le Parti du Congrès qui gouverne le pays depuis l'indépendance. Le régime parasitaire des grands propriétaires terriens est toujours intact, la rente foncière plus élevée que jamais, ainsi que le taux d'intérêt des usuriers qui exploitent la paysannerie pauvre. Ensemble, grands propriétaires terriens et usuriers consomment encore 75 % de toute la production de la terre. En outre, la rareté et les prix élevés des produits manufacturés rendent encore plus intenable la vie de la paysannerie pauvre et même moyenne. Moins de 10 % seulement des paysans bénéficient de